

►► **LA CONFÉRENCE DU MOIS :** « *Frames et mouvements sociaux* », le 11 décembre, à l'Institut de recherches sur les sociétés contemporaines (Iresco, Paris). Cette conférence fait partie du séminaire universitaire international « Démocratie participative, délibérations et mouvements sociaux » organisé par le Centre d'études et de recherches administratives politiques et sociales (Céraps), le laboratoire Cultures et sociétés urbaines (CSU) de l'Iresco et le Laboratoire d'anthropologie des institutions et des organisations sociales (Laios), dont les séances sont libres et gratuites (renseignements : 01 53 45 11 27).



**L'INTERVENANT,** Lilian Mathieu est sociologue, chargé de recherche CNRS au Centre de recherche politique de la Sorbonne (université Paris 1). Il s'intéresse principalement aux processus de mobilisation contestataire, et plus spécialement aux mouvements de populations à faibles ressources. Il a notamment publié *Mobilisations de prostituées* (Belin, 2001), *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux* (Textuel, 2004) et *La double peine, histoire d'une lutte inachevée* (La Dispute, 2006). Il a également codirigé avec Justyne Balansinski l'ouvrage collectif *Art et contestation* (Presses universitaires de Rennes, 2006).

---



---

## LES « CADRES » DE L'EXPÉRIENCE CONTESTATAIRE

Lilian Mathieu

La vie intellectuelle est soumise à un permanent mouvement de balancier : toute approche dominante se voit contestée par les nouveaux prétendants de la génération suivante qui lui reprochent de négliger tel ou tel aspect de la réalité sociale – souvent celui-là même que privilégiait la génération précédant celle à laquelle ces nouveaux prétendants s'attaquent. Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron ont rendu compte de ce mouvement pendulaire dans une étude de la sociologie et de la philosophie françaises<sup>1</sup> : l'objectivisme durkheimien du début du XX<sup>e</sup> siècle a été, dès les années 30, remis en cause par les approches phénoménologiques qui, dominantes jusqu'aux années 50, ont été contestées dans les années 60-70 par les différents courants du structuralisme – lesquels ont, à partir des années 80, eux-mêmes dû subir les attaques des tenants du « retour du sujet »...

La sociologie des mouvements sociaux<sup>2</sup> n'échappe pas à ce phénomène. Les premiers modèles d'analyse

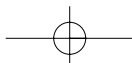
des mobilisations collectives étaient marqués par une forte tonalité psychologisante et rapportaient l'engagement contestataire à des phénomènes de suggestion, de défaut d'intégration sociale, de croyance généralisée ou de frustration des attentes sociales. C'est contre cette propension de leurs prédécesseurs à rapporter la contestation, sinon à l'irrationalité, au moins à un désajustement des perceptions, que les sociologues américains du début des années 70 ont postulé à l'inverse une *rationalité* de l'engagement dans l'action collective. A la suite de l'économiste Mancur Olson<sup>3</sup>, ils n'ont voulu voir dans les contestataires que des « *homo economicus* » visant à la maximisation de leurs intérêts matériels et nécessitant pour cela la mobilisation de ressources. Deux représentants éminents de ce courant, John McCarthy et Mayer Zald<sup>4</sup> ont été jusqu'à postuler qu'il y a toujours suffisamment de mécontentement latent dans un groupe ou une société pour déclencher une mobilisation. Mais ce qui permet le passage à

<sup>1</sup> « Sociology and philosophy in France since 1945 : Death and resurrection of a philosophy without subject », Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Social Research*, 34 (1), 1967.

<sup>2</sup> On se permet de renvoyer, pour un panorama de ce domaine de recherche, à *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Lilian Mathieu, Textuel, 2004. Le présent article reprend des éléments de cet ouvrage consacrés à la théorie des cadres de l'expérience contestataire.

<sup>3</sup> *Logiques de l'action collective*, Mancur Olson, Puf, 1965.

<sup>4</sup> « Resource mobilization and social movements : A Partial Theory », John McCarthy et Mayer Zald, *American Journal of Sociology*, 82 (6), 1977.



l'action collective est la disponibilité des ressources nécessaires pour construire le mouvement et diffuser ses revendications dans l'espace public. Dans un tel modèle, tout ce qui relève des représentations, des idées et des valeurs se voit donc disqualifié au profit des éléments matériels, considérés comme les seuls pertinents pour l'explication des mobilisations. Le retour de balancier n'a pas tardé : dès le début des années 80, d'autres sociologues ont contesté le réductionnisme d'une conception aussi économiciste de l'action humaine, et entrepris de redonner à sa dimension subjective une place de premier plan. Pour autant, il était pour eux hors de question de réhabiliter une approche psychologisante, durablement disqualifiée par sa dimension normative, et c'est au sein d'une autre tradition de recherche, celle de l'interactionnisme symbolique issu de la tradition sociologique de Chicago<sup>5</sup>, qu'ont puisé ces sociologues pour renouveler l'analyse des mouvements sociaux. Plus précisément, cette redécouverte du poids des représentations et des discours s'est réalisée au travers d'un concept central de la sociologie d'Erving Goffman, celui de *cadre de l'expérience*<sup>6</sup>.

### Le « cadrage » de l'injustice

Un cadre est pour Goffman ce qui « *permet, dans une situation donnée, d'accorder du sens à tel ou tel de ses aspects, lequel autrement serait dépourvu de signification* ». Dans la plupart des situations de la vie quotidienne, l'activité de cadrage se réalise sur le mode de l'évidence : ce groupe que je vois défilé dans la rue en scandant des slogans et en portant des banderoles sont des manifestants, ces individus en uniforme qui les précèdent ou les suivent sont des policiers. Mais d'autres situations sont moins aisément compréhensibles, et exposent à ce que Goffman appelle une défaillance du cadrage : deux hommes que je vois se battre sur une scène de théâtre sont-ils des comédiens qui règlent un différend, ou jouent-ils une pièce dont les personnages sont supposés se battre (auquel cas ils ne se battent pas « réellement ») ? Et, dans ce second cas, jouent-ils réellement la pièce, ou sont-ils en train de la répéter ? Le modèle de Goffman offre les moyens conceptuels d'étudier des manipulations de cadre telles que

les imitations, farces, escroqueries, etc. La théorie goffmanienne, qui n'était pas à l'origine destinée à rendre compte des mouvements sociaux, a largement contribué à renouveler ce domaine de recherche. William Gamson a été le premier, dans une recherche conduite avec Bruce Fireman et Steven Rytina<sup>7</sup>, à appliquer l'analyse des cadres à l'étude des mobilisations. Leur démarche a consisté à provoquer artificiellement, pour l'étudier directement, une mobilisation de résistance contre une « autorité injuste ». L'expérience a débuté par le recrutement d'un petit groupe d'individus, au moyen d'une petite annonce passée dans la presse locale, par une entreprise de consultants. Ces personnes ont été réunies afin de constituer, contre rémunération, un groupe témoin auprès duquel les consultants affirmaient vouloir tester leurs stratégies commerciales. Mais les participants, ont dans les faits, été invités à se livrer à une sorte de faux témoignage filmé en vidéo afin d'aider une société à gagner un procès.

Bien entendu, l'entreprise de consultants était une invention de Gamson et de ses collègues, et le procès une pure fiction. Mais cette expérience leur a permis d'étudier au niveau le plus fin la manière dont des individus, soumis à l'injonction émise par une autorité d'accomplir un acte qui heurte leur sens de la justice, résistent à cette injonction, essaient de s'y soustraire ou de la contester, et tentent d'enrôler les autres membres du groupe dans leur révolte. Répétée trente-trois fois, l'expérience a permis aux auteurs de distinguer non seulement les différentes étapes pouvant conduire de l'acceptation de l'autorité à la révolte ouverte, mais également plusieurs « carrières de rébellion », différentes selon leur intensité et la rapidité d'émergence de la contestation. Gamson et ses collègues soulignent l'importance, dans le processus de contestation de l'autorité, du recadrage (*reframing*), par les participants à l'expérience, de la situation qu'ils vivent comme relevant de l'injustice, c'est-à-dire l'adoption d'un « cadre d'injustice ». Celui-ci, toutefois, ne permet de justifier l'opposition à l'autorité qu'à condition d'être collectivement partagé – une condition qui elle-même dépend de la solidarité et de la loyauté entre les différents membres du groupe.

<sup>5</sup> *La tradition sociologique de Chicago, 1892-1961*, Jean-Michel Chapoulie, Seuil, 2001.

<sup>6</sup> *Les cadres de l'expérience*, Erving Goffman, Minuit, 1974.

<sup>7</sup> *Encounters with unjust authority*, William Gamson, Bruce Fireman et Steven Rytina, Homewood, The Dorsey Press, 1982.

### L'alignement des cadres

Gamson, Fireman et Rytina n'ont pas simplement retenu de l'œuvre de Goffman le concept de cadre ; leur démarche s'inscrit dans la continuité de celle de l'auteur des *Cadres de l'expérience* par son inspiration interactionniste et micro-sociologique, c'est-à-dire attentive à la manière dont, dans les interactions directes entre les personnes, se réalise le processus de mobilisation<sup>8</sup>. La notion de *micromobilisation* qu'ils proposent vise précisément à désigner ces situations de face-à-face au cours desquelles des individus entreprennent d'en convaincre d'autres, représentant autant de partenaires potentiels, de rallier la protestation collective qu'ils tentent de mettre sur pied. Cette même notion de micromobilisation est au cœur du modèle, lui aussi inspiré de l'analyse des cadres de l'expérience, élaboré par David A. Snow, E. Burke Rochford, Steven K. Worden et Robert D. Benford<sup>9</sup>.

Pour Snow et ses collègues, il ne s'agit plus d'étudier comment une mobilisation peut surgir *ex nihilo*, mais de comprendre comment s'opère le recrutement de nouveaux militants dans une organisation de mouvement social. La micromobilisation, dans cette perspective, devient le processus, là encore accompli dans des interactions en face-à-face, au cours duquel se réalise l'alignement des cadres que mobilisent respectivement, pour donner sens à une même situation, un militant et une personne qu'il cherche à recruter dans son organisation. Autrement dit, l'alignement des cadres désigne la relation qui s'établit entre les « *interprétations des situations par les individus et par les organisations de mouvement social, de telle façon que certains intérêts, valeurs et croyances des individus, et certaines activités, buts ou idéologies des mouvements sociaux, sont congruents et complémentaires* ». Il constitue selon les auteurs une « *condition nécessaire de la participation à un mouvement, quelle que soit sa nature ou son intensité* »<sup>10</sup>. Dans cette perspective, l'intérêt du sociologue va se porter sur le travail réalisé par les militants pour s'accorder aux perceptions des individus qu'ils cherchent à recruter ou pour modifier ces perceptions afin de les convaincre de participer à l'action collective. Snow et ses collègues identifient quatre types d'alignements à même

d'entraîner le recrutement de nouveaux adhérents. Le premier est la connexion de cadres, qui désigne le travail mené par une organisation à l'égard de personnes qui partagent son point de vue, mais qui ne la connaissent pas. L'enjeu est pour l'organisation de se faire connaître auprès de ce public potentiel, sans modifier ses convictions ou perceptions. Le deuxième type d'alignement est l'amplification de cadre. Elle consiste à clarifier ou à développer un schéma interprétatif déjà existant chez les individus en insistant sur des valeurs ou des croyances pré-existantes, mais n'ayant pas débouché sur une volonté d'engagement. Il s'agit également de permettre à l'individu de faire le lien entre ses préoccupations quotidiennes et les objectifs du mouvement (par exemple, en soulignant que la responsabilité de la pauvreté que connaît la recrue potentielle incombe à la mondialisation). L'extension de cadre intervient pour sa part lorsque les individus ne partagent pas les valeurs ou objectifs de l'organisation ; celle-ci doit alors élargir son discours en y intégrant des éléments qui *a priori* n'en font pas partie mais qui sont pertinents pour sa cible de recrutement potentielle : suggérer que la participation au mouvement donne accès à des avantages tels qu'une aide personnalisée ou la rencontre de personnes de l'autre sexe relève de ce registre. La transformation de cadre, enfin, consiste à modifier radicalement les points de vue, croyances ou valeurs des individus de manière à les rendre conformes à ceux de l'organisation ; elle est notamment privilégiée par les sectes.

### La contrainte de la crédibilité

Snow et Benford ont par la suite affiné leur modèle, en avançant que l'alignement des cadres ne peut à lui seul provoquer un engagement effectif ; le cadre proposé par l'organisation doit avant tout entrer en « résonance » avec les croyances et les valeurs de la recrue potentielle, c'est-à-dire lui apparaître comme crédible et pertinent. Cette contrainte de crédibilité impose que le cadre proposé par l'organisation comporte trois éléments (diagnostic sur la situation problématique, proposition de solution et motivation à l'action) suffisamment cohérents et, plus largement, qu'il soit conforme au système de croyances propre au groupe ou à la société dans lesquels il se

<sup>8</sup> « Le legs de Goffman à la sociologie politique », William Gamson, *Politix*, n° 3-4, 1988.

<sup>9</sup> « Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation », David A. Snow, E. Burke Rochford, Steven K. Worden et Robert D. Benford, *American sociological review*, 51, 1986.

déploie, pour produire un engagement effectif. Les mêmes auteurs ont proposé d'appeler « cadre dominant » (*master frame*) tout cadre au pouvoir mobilisateur tel qu'il serait employé par l'ensemble des mouvements constitutifs d'un même cycle de contestation<sup>11</sup>. La critique de la mondialisation libérale, qui a permis de rassembler au sein du mouvement altermondialiste une multiplicité de mouvements antérieurement dispersés (féminisme, écologie, droit des étrangers, etc.) semble, à l'heure actuelle, avoir le statut d'un tel « cadre dominant ».

### Le nécessaire alignement des représentations

La force de cette approche théorique est de complexifier le lien entre représentations individuelles et engagement dans une action collective. La simple existence d'un mécontentement n'est pas une condition suffisante de l'engagement, encore faut-il que celui-ci soit perçu et interprété au travers de cadres d'interprétation pertinents. De même, est-il nécessaire, pour produire un engagement, que la perception de sa situation comme malheureuse ou injuste trouve un écho dans un collectif incarnant un degré supérieur de généralité, et à ce titre apte à lui conférer crédibilité et légitimité. Cette perspective s'expose cependant, lorsqu'elle est utilisée de manière relâchée, à une série d'écueils que n'ont pas toujours su éviter ses promoteurs. Le premier est le déséquilibre entre l'action des organisations militantes, qui paraissent les seules actives dans les interactions de micromobilisation, et la passivité supposée des recrues qui semblent, dans le cas d'amplification et de transformation de cadres, quasiment manipulables à volonté. Un « biais stratégeste » tend à faire des cadres des ressources symboliques au service des menées d'agents recruteurs calculateurs et cela alors que la démarche initiale de Goffman appréhendait le cadrage comme une activité cognitive préreflexive.

Mais la principale difficulté est le postulat que l'alignement des représentations est une condition nécessaire à la mobilisation. Rien ne prouve que ce soit pour des motifs objectifs ou des représentations homo-

gènes qu'une multiplicité d'individus rejoignent une mobilisation. Bien au contraire, c'est souvent en fonction d'enjeux, d'intérêts ou de motivations disparates (et qui peuvent en outre évoluer au fil du temps) que se construisent les collectifs protestataires. Cette difficulté est solidaire de la pente intellectualiste suivie par certains développements de l'analyse des cadres, et qui a conduit plusieurs sociologues à surestimer le potentiel mobilisateur des idées, programmes ou discours des mouvements sociaux. De même que la sociologie électorale a montré que le vote pour un parti n'impliquait pas nécessairement de pleines maîtrises et compréhension de ses idéologie et programme, mais relevait de processus autrement plus complexes, la participation à un mouvement social ne saurait se limiter à l'adoption de cadres interprétatifs homogènes. En d'autres termes, construire un diagnostic approfondi d'une situation et proposer un programme alternatif cohérent sont loin de suffire à une organisation pour s'attirer le ralliement d'une masse considérable de nouveaux militants. Les idées et les valeurs ont, certes, leur poids dans les mouvements sociaux, mais il n'est pas sûr que ce soit par leur cohérence ou leur raffinement qu'elles pèsent le plus<sup>12</sup>. Une des voies de sortie de l'impasse dans laquelle se trouve la théorie des cadres de l'expérience contestataire est peut-être à rechercher dans une articulation avec la sociologie pragmatique, attentive aux conditions sociales de mobilisation et de réception des arguments dans le cours de l'action collective. Une telle approche échappe à l'intellectualisme en refusant de considérer que les idées (la connaissance et le partage des revendications d'un mouvement, par exemple) sont un préalable déterminant à l'engagement dans l'action collective, pour plutôt appréhender ces idées – et plus précisément leur formalisation et leur expression sous forme de discours publics – comme des composantes de cette action, redevables d'une étude en situation. De la sorte, peut-on espérer relocaliser de manière plus réaliste et équilibrée la place des discours, représentations et valeurs dans la production des phénomènes contestataires. ●

<sup>10</sup> Snow, déjà cité.

<sup>11</sup> « Master frames and cycles of protest », David A. Snow et Robert D. Benford dans A. Morris et C. McClurg (eds.), *Frontiers in social movement theory*, New Haven & London, University of Yale Press, 1992.

<sup>12</sup> On trouvera des discussions critiques plus développées de l'analyse des cadres contestataires dans *Les formes de l'action collective*, sous la direction de Daniel Cefaï et Danny Trom, EHESS, 2001 ; et « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », Lilian Mathieu, *Revue française de science politique*, 52 (1) 2002.